



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr. générale
2 mai 2012

Original: français

**Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs
migrants et des membres de leur famille**

Seizième session

Compte rendu analytique de la deuxième partie (publique)* de la 203^e séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 27 avril 2012, à 10 heures.

Président: M. El Jamri

Sommaire

Questions d'organisation

Clôture de la session

* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la première partie (privée) de la séance.

** Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour les 195^e, 196^e, 197^e, 198^e, 199^e, 200^e, 201^e et 202^e séances.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La deuxième partie (publique) de la séance commence à 12 h 30.

Questions d'organisation

1. **Le Président** se félicite que le Comité des droits des travailleurs migrants ait atteint les objectifs qu'il s'était fixés pour sa seizième session, puisqu'il a adopté les observations finales concernant les rapports initiaux du Paraguay et du Tadjikistan, la liste des points à traiter relative au rapport initial du Rwanda, ainsi que les deuxièmes rapports périodiques de l'Azerbaïdjan, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bolivie et de la Colombie. Conformément à ses nouvelles méthodes de travail, le Comité a également adopté la liste des points à traiter avant la soumission des deuxièmes rapports périodiques d'El Salvador, du Mali et des Philippines. En outre, il a modifié son règlement intérieur provisoire (HRI/GEN/3/Rev.1/Add.1) afin de pouvoir examiner la situation dans un État en l'absence de rapport.
2. Le Comité a adopté le projet de plan de l'Observation générale n° 2 sur les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière et des membres de leur famille, observation qu'il prévoit d'adopter à sa dix-septième session afin qu'elle soit examinée dans le cadre du Dialogue de haut niveau sur la migration internationale et le développement, qui se tiendra à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, en 2013. Par ailleurs, le Comité a consacré plusieurs séances à la question du renforcement des organes conventionnels, au cours desquelles il s'est entretenu avec M^{me} Wan-Hea Lee, Chef de la Section des groupes spécifiques de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme (Haut-Commissariat aux droits de l'homme, HCDH) et M. Salama, Directeur de la Division, ainsi qu'à la réunion des Présidents des organes conventionnels, qui se tiendra à Addis-Abeba, en juin 2012. Le Président rappelle que le Comité s'est déclaré favorable à l'adoption d'un calendrier global qui permettrait de ne pas prendre de retard dans l'examen des rapports des États parties.
3. Le Comité a informé les collaborateurs du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants de ses activités futures et de ses travaux sur les travailleurs migrants en situation irrégulière, question importante dans l'étude sur la détention que mène le Rapporteur spécial. Le Comité s'est également entretenu avec des représentants d'institutions des Nations Unies, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales de la situation des pays à l'examen ou des pays pour lesquels il devait établir une liste de points à traiter. Le Comité a rencontré des représentants du Bureau international du Travail (BIT) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) afin de renforcer leur coopération. Enfin, il a adopté son rapport annuel, qui sera soumis à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, en octobre 2012.
4. La dix-septième session du Comité se tiendra du 10 au 14 septembre 2012. Elle sera consacrée à l'examen du rapport initial du Rwanda (CMW/C/RWA/1) et du deuxième rapport périodique de la Bosnie-Herzégovine (CMW/C/BIH/2). Le Comité rencontrera les États parties à la Convention pour échanger des informations et leur faire part de ses nouvelles méthodes de travail, ainsi que pour leur rappeler leur rôle dans la promotion de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
5. **M^{me} Jourdan** (Association of World Citizens) demande au Comité d'inclure certains points dans ses débats, notamment les statistiques concernant les suicides des demandeurs d'asile et des étrangers. Elle fait également remarquer qu'au sein de l'ONU il n'y a plus guère d'organes à l'exception du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, avec lesquels la société civile peut collaborer sur ces questions. M^{me} Jourdan dénonce le démantèlement généralisé des droits de tous les étrangers, y compris des demandeurs d'asile, notamment en Europe, ainsi que la

banalisation de mesures graves, en particulier l'expulsion d'étrangers, y compris pour des délits mineurs, quels que soient leur statut et le temps déjà passé dans le pays d'accueil. Ce traitement réservé à tous les étrangers constitue une nouvelle atteinte à l'égalité devant la loi.

6. M^{me} Jourdan plaide en faveur du renforcement de la protection contre la discrimination, de l'adoption de mesures incitatives concrètes en faveur de l'intégration, de l'abandon des exigences linguistiques comme préalable au regroupement familial, de la suppression des obstacles à l'intégration des migrants dans le domaine de l'emploi, de l'utilisation de l'expression «protection subsidiaire» en lieu et place de l'expression «admission provisoire» et de la mise en place de mesures d'intégration spéciale pour les demandeurs d'asile.

Clôture de la session

7. Après un échange de félicitations et de remerciements, **le Président** prononce la clôture de la seizième session.

La séance est levée à 12 h 50.